

énoncé de politique signé par Derek Blackburn, critique du Parti pour la défense; le document réaffirme que, sous un gouvernement néo-démocrate, le Canada se retirerait de l'OTAN et du NORAD. En avril 1988, le Comité des affaires internationales (NPD) a publié sur la défense et la limitation des armements un rapport plus long intitulé *Les enjeux du Canada dans la sécurité commune*.

Le rapport confirme la décision du NPD selon laquelle le Canada quitterait l'OTAN sous un régime néo-démocrate, mais il y est précisé que ce serait là une démarche progressive que notre pays suivrait en consultation avec les alliés de l'OTAN. Parlant du rapport, le chef du Parti, M. Ed Broadbent a déclaré qu'un gouvernement néo-démocrate n'opérerait pas ce changement pendant son premier mandat, mais qu'il profiterait de cette période pour inciter l'OTAN à modifier sa politique, notamment en ce qui concerne «le non-recours en premier aux armes nucléaires» et d'autres mesures de limitation des armements. Le NPD rapatrierait les troupes canadiennes basées en Allemagne de

l'Ouest et s'engagerait probablement à soutenir la Norvège dans le contexte plus large de la sécurité de l'Arctique.

Relativement aux forces maritimes, le NPD annulerait le programme d'acquisition des sous-marins à propulsion nucléaire, mais il remplacerait les sous-marins diesel de la classe *Oberon*. À d'autres égards, son programme concernant la marine s'assimile à celui du gouvernement conservateur. Au chapitre de la défense aérienne, cependant, le rapport précise que le NPD ne renouvellerait pas l'accord du NORAD en 1991. Il chercherait plutôt à conclure avec les États-Unis une autre entente qui éviterait au Canada de participer aux stratégies de guerre nucléaire et au programme de défense contre les missiles balistiques, et qui accroîtrait la capacité des deux pays d'exercer une surveillance en temps de paix.

Enfin, le rapport recommande que le Canada renonce à l'Accord sur le partage de la production de défense le liant aux États-Unis et qu'il se dote plutôt d'une industrie de défense capable de fabriquer les systèmes d'armes nécessaires aux Forces

canadiennes. Le rapport ne précise pas quel serait le coût du programme ni combien le NPD serait disposé à consacrer à la défense.

Le Parti Libéral n'a pas présenté un énoncé de politique aussi détaillé en matière de défense, mais dans un discours qu'il a prononcé en février pendant une conférence consacrée aux politiques du Parti, le chef John Turner a réaffirmé que, si les Libéraux prenaient le pouvoir, le Canada resterait membre de l'OTAN et du NORAD. D'un autre côté, tout comme le NPD, le Parti Libéral annulerait le programme d'acquisition des sous-marins nucléaires et il mettrait fin aux essais des missiles de croisière. M. Turner a dit que l'on pouvait mieux protéger la souveraineté du Canada dans l'Arctique en recourant à des moyens non militaires.

Les armes chimiques

■ Au début d'avril, on a de nouveau confirmé que des armes chimiques avaient été employées par les belligérants dans le conflit irano-irakien. De très nombreux civils (entre cinq et dix mille, dit-on) auraient été tués dans le village de Halabjah occupé par l'Iran.

On estime qu'une trentaine de pays possèdent des armes chimiques; n'importe quel pays doté d'une industrie chimique rudimentaire peut fabriquer de tels engins dont la production est d'ailleurs peu coûteuse. À Genève, la Conférence du désarmement poursuit ses négociations sur une convention qui interdirait la production et l'accumulation d'armes chimiques.

Une nouvelle base soviétique dans l'Arctique

■ D'après un rapport provenant de Norvège et paru dans le *Jane's Defence Weekly*, l'URSS a établi une nouvelle base navale pour les sous-marins des classes *Typhoon* et *Delta*, à Zapadnaya Litsa. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Joe Clark, et le ministre de la Défense nationale, M. Perrin Beatty, ont tous deux souligné que, si les Soviétiques veulent restreindre la militarisation du Nord, il leur faudra mentionner, dans leurs propositions concernant la limitation des déploiements militaires, les forces concentrées dans la péninsule de Kola. □

- DAVID COX

La doctrine militaire de l'OTAN et les armes classiques

■ Après s'être réuni à Bruxelles les 2 et 3 mars, le Conseil de l'Atlantique-Nord a émis un communiqué dans lequel les chefs d'État réitèrent la position de l'OTAN sur les armes nucléaires et le rapport existant entre la dissuasion nucléaire et la dissuasion classique.

D'après le communiqué, la supériorité que l'Organisation du Pacte de

défenses classiques en Europe et acquérir à cette fin des armes conventionnelles perfectionnées. Le rapport cite notamment des armes précises largables à distance de sécurité (armes à grande portée) et faisant appel à des micro-processeurs de pointe, et des systèmes discrets (indétectables par radar, ainsi furtifs) pour les avions et d'autres vecteurs. De telles acquisitions nations blindées massées loin ommission, de lancer des contre-le Varsovie.

à quel point ces nouvelles tech-rip de bataille, elle précise bien, lissuasion nucléaire demeurera nucléaires de l'OTAN qui cherchent guerre nucléaire en Europe et un ne plus grande envergure, le ie l'Alliance doit employer les me un instrument menant à une ; ainsi, elle s'en prendrait à des trations de troupes soviétiques, nvasion ennemie, tout en cher-

*Institut canadien pour
la paix et la sécurité internationales*

Place de la Constitution
360, rue Albert, Bureau 900
Ottawa (Ontario)
K1R 7X7

l'AN

ien ministre ouest-allemand de la en tant que Secrétaire général de chef des services de la Justice et placera M. Wörner à la Défense,